

Crise de l'Etat au Congo et milices Mayi-Mayi : entre stratégies populaires de survie et récupération politicienne, *Mwaka Bwenge Arsène*

En République Démocratique Congo, le processus d'implosion de l'Etat et la crise socio-économique qui s'en est dégagée ont conduit à une multiplication des activités, des métiers et des mécanismes populaires de survie. Une riche littérature décrivant ce qu'on a appelé *Secteur informel* ou *petite économie marchande* a été réalisée depuis les années 80. On peut citer les travaux de Mc. Gaffey, Vwakyankazi, G. de Villers, J.T. Tshonda, S. Marysse, etc.

Dans leur écrasante majorité, ces études ont eu beaucoup plus à explorer ce phénomène sur le plan économique alors qu'il s'accompagnait d'une structuration socio-politique générant des *vertus*, des habitudes, des *normes*, une socialité... innovatrice susceptible d'affiner les lectures des sociétés africaines contemporaines. Certains auteurs ont exploré cet dernier aspect. Nous faisons référence ici à deux d'entre eux.

Primo, Babacar Sall qui a vu le processus de négation plus ou moins marginale de la logique étatique générer des espaces échappant aux normes et lois d'essence étatique, a forgé les notions d'*anétatisme* et d'espaces *anétatiques* pour tenter d'en cerner le contour.

Secundo, Jean Omasombo qui a examiné la gestion de l'exploitation artisanale du diamant dans l'hinterland de la ville de Kisangani dans la partie orientale du Congo, y a vu une structuration de *petits Etats autocratiques à la Mobutu*.

A l'un et à l'autre, il convient de reprocher le statocentrisme qui fait de l'Etat, dans bien des analyses, le site privilégié de la dynamique politique au détriment des flux extra-étatiques dont la fluidité n'est plus à démontrer à ce jour.

Le phénomène des milices Mayi-Mayi ayant émergé dès 1994 dans le contexte de la crise identitaire à l'Est du pays et ayant été alimenté par les guerres de 1996 et de 1998 perçues localement comme une pure agression et occupation étrangère, est à examiner dans cette perspective. Constituées dès le départ dans le cadre des stratégies populaires de survie et de revendication identitaire autochtoniste (sur un fond foncier et politique), ces milices ont semblé beaucoup plus intéresser les médias et certains analystes sur le plan militaire et folklorique.

Par ailleurs, combattus en vain, bien des acteurs relevant de l'élite sociale, ecclésiastique, politique et économique ont tenté de récupérer leurs actions et les ont parfois instrumentalisés.

En définitive, comment rendre compte de ces itinéraires ? Quelle est la portée de ce phénomène dans la structuration politique actuelle dominée par la mondialisation, la relance de l'idée de l'union africaine et les crises consécutives ?

Dans cette communication, nous postulons que c'est à la croisée du local, du national, du régional et de l'international qu'il convient de chercher à cerner les logiques de ce parcours tortueux. Une telle approche s'oppose visiblement aux thèses de Lanotte et de Kabamba qui n'y voient qu'un mouvement identitaire réactionnaire et de Vlassenroot qui y voit le palier local du conflit congolais quant on y soustrait le palier international.

Pour y parvenir, nous avons structuré notre étude en trois principales parties, outre l'introduction et la conclusion.

Dans la première partie, nous retraçons la sociogenèse de ce phénomène. Dans la deuxième partie, nous explorons les alliances et défections intempestives de ces milices au cœur des jeux et enjeux de la conflagration ethno-politique et économique-maffieuse transnationale ayant pour épice l'est de la R.D. Congo. Dans la troisième partie et enfin, nous envisageons les perspectives géopolitiques, militaro-politiques et socio-économique susceptibles de contribuer à l'effort de résorption de la crise qui a longtemps miné la société congolaise et africaine en général.